

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Cette fois-ci, le gouvernement essaye d'accomplir deux choses. D'une part il essaye de faire passer sa décision gouvernementale. Il essaie de faire gober aux gens un conte de fée sur les effets du budget. Le ministre du Travail (M. McKnight) est allé à Prince-Albert et dans divers autres endroits de la Saskatchewan, et il a annoncé à Prince-Albert la construction d'un édifice fédéral qui n'est absolument pas prévu au budget et qui n'a apparemment pas encore reçu le feu vert. Pourtant, on va construire cet édifice. C'est un engagement, et je remercie le ministre de l'avoir pris. Ce sera peut-être pour 1987-1988, et j'espère que le ministre obtiendra alors les crédits nécessaires. Il s'agissait manifestement de vendre quelque chose que le gouvernement n'avait pas en fait. Il fallait montrer à la Saskatchewan qu'il y avait quelque chose pour elle, quelque chose à vendre. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) est aussi venu en Saskatchewan, lui aussi pour vendre le budget et présenter des excuses pour l'augmentation considérable du déficit, et là encore pour raconter des contes de fée sur ce qu'il avait fait pour les agriculteurs.

Le manifeste conservateur publié par le caucus à la suite de cette visite à Prince-Albert avant les élections disait très précisément que le gouvernement avait l'intention de faire un certain nombre de choses. Il y avait fondamentalement trois choses: il devait abolir les gains en capital, ce qu'il a fait dans une certaine mesure, mais en laissant maintenant entendre qu'il pourrait revenir sur cette initiative. En fait, le rapport Nielsen laisse entendre que le gouvernement est peut-être allé trop loin et qu'il devrait faire machine arrière. Le deuxième point était que le gouvernement conservateur réduirait de 20 cents le gallon le prix des carburants agricoles en supprimant la taxe de vente fédérale et en cessant de percevoir la taxe d'accise en vigueur. Le gouvernement a effectivement commencé à appliquer un rabais de 3 cents par litre, mais il y a actuellement une taxe fédérale de 9 cents par litre d'essence, de sorte qu'il n'est intervenu que sur environ un tiers des taxes perçues sur les carburants agricoles. Là encore, le rapport Nielsen laisse entendre qu'il faudrait faire machine arrière.

Le gouvernement envoie simultanément, et par la bouche des mêmes personnes, des messages radicalement différents. Il y en a eu un qui disait: «Nous allons améliorer la situation des agriculteurs en supprimant les taxes». Le gouvernement l'a promis en 1984. Le gouvernement a accordé aux agriculteurs un rabais de 3 cents, mais il a ajouté 4 cents et demi de taxes au cours de la même période, de sorte que l'agriculteur débourse 1 cent et demi de plus par litre qu'auparavant.

Le gouvernement avait aussi promis des obligations agricoles lors de la campagne électorale, mais on les a remises aux oubliettes. Le gouvernement avait promis que le gouvernement progressiste conservateur développerait et relancerait la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies. Le rapport Nielsen déposé à la Chambre l'autre jour recommandait notamment de démembrer l'administration de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, quitte à la céder dans la mesure du possible à des gouvernements provinciaux. Les faits démontrent que le gouvernement n'a rempli en partie qu'une seule de ces trois promesses formulées en 1984, et qu'il tente maintenant de se dérober.

On nous a dit maintes fois que 20 p. 100 des agriculteurs éprouvent des difficultés financières. Il s'agit d'une évaluation fort prudente. Le ministre de l'Agriculture et certains de ses

collègues ont parlé d'abondance de la survie des exploitations agricoles de type familial et insisté sur ce qui serait bon pour elles, mais le gouvernement, de toute évidence, n'a rien fait et n'entends rien faire pour les aider. Ce que renferme le budget démontre en fait que le gouvernement a jeté l'éponge pour ce qui est des exploitations agricoles de type familial. Il préférerait de beaucoup dépenser de l'argent pour convaincre les Canadiens de se retirer de l'agriculture plutôt que les aider à y demeurer.

Le parti conservateur avait également promis de réformer la fiscalité. Le budget n'en dit rien, car une réforme de la fiscalité signifierait que les gens qui ont les moyens paieraient plus d'impôt et ceux qui n'ont pas les moyens en paieraient moins. C'est cette forme de fiscalité progressive que nous espérons tous quand le gouvernement a annoncé une fiscalité simple et juste.

Le *Financial Post* fournit trois exemples. Dans le cas d'un revenu de \$40,000, constitué d'un salaire, de dividendes et d'intérêt, l'augmentation d'impôt est de \$812. Dans le cas d'un revenu de \$60,000, la réduction d'impôt est de \$1,201, et dans le cas d'un revenu de \$150,000, elle est de \$5,470 au cours des trois prochaines années. Voilà ce que le gouvernement tient pour une fiscalité équitable. Les contribuables qui touchent un revenu moyen ou faible vont payer plus d'impôt, alors que ceux qui touchent un revenu élevé vont en payer moins. Voilà pourquoi je ne trouve pas que ce soit une bonne idée d'adopter ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt de 22.6 milliards de dollars.

● (1220)

**M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur):** Chaque fois que le gouvernement vient demander à la Chambre des communes de lui accorder des sommes très considérables, monsieur le Président, à mon avis, que les députés l'interrogent sur la façon dont il entend les dépenser et essaient de voir si les Canadiens en auront pour leur argent. Voilà pourquoi j'aimerais dire un mot des Indiens et du développement économique des autochtones.

Si nous examinons le budget du ministère en question pour l'année financière 1986-1987, nous constatons que le ministère des Affaires indiennes entend mettre l'accent sur le développement économique, c'est-à-dire renforcer les programmes de développement économique de nature à favoriser l'autonomie des autochtones et à réduire leur état de dépendance. Autrement dit, le gouvernement déclare, par l'entremise du ministre, qu'il tient à ce que les autochtones puissent se passer d'assistance sociale et se mettent à travailler. Tout le monde est d'accord. C'est ce que veut le gouvernement et que veulent tous les partis politiques représentés au sein du comité permanents des affaires indiennes et du développement du Nord canadien. C'est également ce que souhaitent les autochtones eux-mêmes. En effet, ceux-ci ont déclaré plus d'une fois qu'ils tenaient à mettre fin à leur état de dépendance qui permet au gouvernement du Canada, par le biais du ministère des Affaires et du Nord canadien, de contrôler les moindres aspects de leur vie. C'est l'objectif que chacun souhaite, mais que nous n'atteignons tout simplement pas en dépit de tout l'argent que nous dépensons.